

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 12 MAI 2021**

JP/VA

OBJET : 2.9. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES – CLEFS DE RÉPARTITION CHARGES COMMUNES D'EXPLOITATION DES RÉGIES

L'an deux mille vingt-et-un, le douze du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		Excusé
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.9. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES – CLEFS DE RÉPARTITION CHARGES COMMUNES D'EXPLOITATION DES RÉGIES

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Certaines factures imputables à l'exploitation des régies ne peuvent être clairement réparties entre les deux services d'eau potable et d'assainissement collectif. Dans ces cas, il est nécessaire de prévoir une clef de ventilation, attribuant à chaque budget annexe une part conventionnelle de la facture. Cette répartition doit être la plus proche de l'activité réelle des deux services.

Dès la création des régies, il a été convenu de prendre un temps d'analyse des tâches des agents, par nature polyvalents, pour identifier le temps qu'ils consacraient à chacun des deux services. Cette analyse a permis de quantifier une répartition à 75% pour l'AEP et 25% pour l'assainissement collectif.

Par ailleurs, jusqu'au 31/12/2020, lorsqu'il y avait une facture à mandater, elle était répartie individuellement sur les deux budgets, et donc produisait deux mandats à chaque fois. Afin de faciliter la tâche des fournisseurs pour le rapprochement des paiements et alléger le travail des services, il a été convenu lors du vote du budget prévisionnel 2021, lorsque la facture concernait les deux budgets, de payer la dépense sur le budget « eau potable », avec une ventilation analytique à l'intérieur de ce budget prévoyant la part du budget « assainissement », et de réaliser chaque fin de mois civil une écriture globale correspondante de remboursement par le budget annexe « assainissement ». Les élus devront noter que cela produit un surdimensionnement fictif du budget de fonctionnement AEP (visible en comparant les budgets 2020 et 2021) d'environ 400 000 euros annuels. Bien entendu, une fois que le budget assainissement procède au reversement de sa part, les équilibres habituels des deux budgets sont respectés.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **PRENDRE NOTE** du fonctionnement explicité ci-dessus et de l'impact incident sur la structure budgétaire ;
- **DIRE** que les dépenses des régies d'exploitation, non clairement imputables au débit de l'un des deux budgets, seront réparties de la façon suivante : 75% pour le budget eau potable, 25% pour le budget assainissement. Cette répartition serait applicable pour les dépenses réalisées à compter du 1^{er} janvier 2021.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL